Document generated on 04/25/2024 11:36 a.m.

Études internationales

BLACK, Eldon. *Direct Intervention Canada-France Relations 1967-1974.* Ottawa, Carleton University Press, 1997.

David Dyment

Volume 30, Number 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI: https://id.erudit.org/iderudit/704050ar
DOI: https://doi.org/10.7202/704050ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Dyment, D. (1999). Review of [BLACK, Eldon. *Direct Intervention Canada-France Relations 1967-1974.* Ottawa, Carleton University Press, 1997.] *Études internationales*, *30*(2), 456–458. https://doi.org/10.7202/704050ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ou des appuis politiques ou militaires qu'un pays peut mobiliser face aux autres. Il souligne enfin « l'absurdité du principe des « frontières naturelles » même appliqué à un espace maritime qui séparerait « naturellement » deux pays » (p. 310), montrant que les lieux naturels ont une utilisation changeante dans ce domaine et que la frontière est un lieu historique à géométrie variable.

Le livre, bien que comportant quelques coquilles, est bien présenté. Les cartes et quelques photos aident à la compréhension du texte. L'argumentation, bien que complexe et fondée sur quelques néologismes (par exemple la surinsularité), est claire. Les éléments de « preuve » sont nombreux et bien agencés. Il y a toutefois quelques erreurs et quelques points discutables qui méritent d'être soulignés. Premièrement, Charles Quint n'était pas de la famille des Quint (quint signifie ici cinq), mais de celle des Habsbourg (p. 106). Deuxièmement, Ôkubo Toshimichi est mentionné à la p. 340 comme originaire de Chôshû, alors qu'il est de Satsuma (notons que ce point est présenté correctement ailleurs dans le livre). Troisièmement, contrairement à ce qui est écrit dans le livre (p. 336), les autorités américaines ne savaient pas qu'il y aurait attaque à Pearl Harbor en décembre 1941 ; les Américains avaient bien brisé le code diplomatique japonais et donc ils auraient pu savoir, par le message envoyé de Tokyo à l'ambassade japonaise à Washington, que les Japonais étaient sur le point d'attaquer, mais parce que l'attaque a eu lieu un dimanche et qu'il y avait un personnel réduit dans les services s'occupant de déchiffrer les messages japonais, le décodage n'a pas eu lieu à temps. Quatrièmement, l'argumentation liant l'expansionnisme japonais des années 1895-1945 à la situation géographique des domaines féodaux d'où étaient issus les dirigeants de Meiji est fortement discutable et mériterait au minimum un examen beaucoup plus poussé.

Malgré ces points plus faibles, ce livre remarquable mérite qu'on le lise, en particulier parce qu'il examine critiquement et contribue à discréditer plusieurs poncifs de la littérature ancienne et moderne sur le Japon.

Bernard BERNIER

Département d'anthropologie
Université de Montréal

CANADA

Direct Intervention Canada-France Relations 1967-1974.

BLACK, Eldon. Ottawa, Carleton University Press, 1997.

Au cours de l'été de 1967, le président de la France est intervenu directement dans la politique nationale canadienne, d'où le titre du livre. Bien que le livre porte sur les relations entre les deux pays de 1967 à 1974, dix-huit des vingt chapitres traitent des relations entre les deux pays jusqu'en 1971. Le fait que l'on attire si peu l'attention sur les trois dernières années est dû en grande partie à la normalisation des relations entre les deux pays.

L'auteur, Eldon Black, a été ministre et le numéro deux à l'ambassade canadienne à Paris de novembre 1967 à avril 1971 ; ensuite, jusqu'à 1974, il était responsable des relations européennnes au ministère des Affaires extérieures à Ottawa. Le livre

reflète ces deux points de vue, surtout le premier, et c'est de cette période qu'il s'agit principalement.

Selon de Gaulle, la France se devait d'avoir des relations duelles ou distinctes avec le Canada et le Québec. Cette idée répugnait à Ottawa et M. Black a consacré la plupart de ses énergies à Paris à tenter de mettre les relations France-Québec sous l'égide du gouvernement fédéral.

L'objectif de bien des gens à Paris et à Québec était de mettre de l'avant la personnalité internationale du Québec, surtout dans des domaines de juridiction provinciale tels que l'éducation. Leurs efforts et ceux d'Ottawa pour les contrer ont mené à des luttes sur deux fronts principaux : la représentation du Québec à des conférences internationales francophones et la nature des visites officielles entre la France et le Québec. Une bonne partie du livre raconte l'historique de cette lutte diplomatique riche en personnalités qui se confrontent et souvent en intrigues.

M. Black est un spécialiste de l'évaluation de pléiades d'influences politiques ; un des points forts de ce livre est son évaluation continue du contexte et de son évolution. Les deux derniers chapitres portent sur la transformation radicale des relations entre la France et le Canada qui marque le début de la normalisation relative de ces relations, caractérisées par la politique française de non-ingérence et de non-indifférence. Le contexte a connu une modification radicale au début des années soixante-dix alors que le pouvoir des gaullistes diminuait à Paris, qu'un premier ministre plus porté sur le commerce prenait le pouvoir au Québec et que l'objectif principal du Canada était d'obtenir l'accord de la France pour des relations plus étroites avec la Communauté économique européenne.

Les profils habiles et souvent mordants des diverses personnes en cause présentent un autre grand intérêt pour le lecteur. La description de Jean Chapdelaine, qui fut l'Agent général du Québec pendant une bonne partie de la période en question, est particulièrement blessante. M. Black raconte que M. Chapdelaine l'a accueilli avec une « condescendance amicale » et poursuit en disant que M. Chapdelaine a obtenu son poste d'Agent général après avoir essuyé un refus dans sa tentative d'être nommé ambassadeur du Canada à Paris (p. 23). Bien que M. Black soit trop circonspect pour qualifier Pierre Trudeau de dilettante, il affirme que le premier ministre « a commencé à s'intéresser » aux relations entre le Canada et la CEE la veille de sa visite officielle en Europe (p. 188). Parfois, mais peu souvent, M. Black est moins subtil, par exemple lorsqu'il décrit à la fois des agents supérieurs de la France et du Québec comme des incorrigibles (p. 129).

Le livre a certaines faiblesses. M. Black raconte en détails les circonstances entourant le départ de Jules Léger en tant qu'ambassadeur du Canada à Paris, et, quelques paragraphes plus loin (p. 75), il explique pourquoi son successeur Paul Beaulieu n'était pas le bon choix. Cependant, l'auteur n'essaye même pas d'indiquer pourquoi ce choix avait été fait. Il se peut que même 30 ans plus tard, l'auteur ne puisse pas être plus ouvert.

De façon plutôt abrupte, M. Black s'écarte de l'intervention directe de la

France au Canada pour nous raconter, au chapitre sept, les activités de l'ambassade du Canada à Paris hors de ce contexte, comme par exemple une visite à son bureau par le Duc de Windsor (p. 71) et des questions plus ordinaires. Mais au moins le titre du chapitre, « Business as Usual » marque cette transition.

Enfin, pour un livre si riche en détails, il est surprenant de trouver un index incomplet qui ne mentionne que les individus. Il est donc impossible de chercher diverses pistes dans la matière même du livre ; par exemple, une page intéressante sur l'Ontario serait inaccessible.

Il s'agit d'un narratif personnel et parfois prenant d'une période très intéressante dans les relations des trois gouvernements. Ce livre en rejoint d'autres portant sur la même période, y compris certains écrits du point de vue des gouvernements du Québec et de la France. Celui de M. Black est résolument celui d'un agent canadien convaincu.

David Dyment

Département de science politique
Université Carleton, Ottawa, Canada

EUROPE

The Western European Union at the Crossroads : Between Trans-Atlantic Solidarity and European Integration.

Van Rees, G. Boulder, Westview Press, 1998, 170 p.

Avec toute la publicité entourant le cinquantième anniversaire (Fondation 4 avril 1949) de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), nul ne s'étonne du manque de couverture médiatique pour l'enfant pauvre de la sécurité européenne, l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui elle aussi célébra son demi-siècle d'existence en 1998 (Fondation 17 mars 1948). On s'étonnera peut-être un peu plus du fait que l'ouvrage de Van Rees constitue la première étude complète décrivant l'histoire d'une organisation qui tente toujours de se donner un rôle efficace dans la complexe vignette géostratégique de l'Europe.

Les trois premiers chapitres tracent un portrait historique de l'UEO. L'organisation prend son départ comme un concert primordial de sécurité pour l'Europe. Van Rees indique que malgré le fait que l'on prenne pour acquis la prééminence de l'OTAN, le choix n'apparaissait pas si clair pour les architectes de la sécurité européenne d'après-guerre. Cependant, l'UEO en est venue rapidement à représenter l'expression d'une identité commune européenne en matière de sécurité, alors que l'OTAN, avec la participation américaine, a permis la réalisation de ses principaux objectifs de sécurité. Dans ce contexte de rapports plus symboliques que réels, l'UEO s'éclipsa rapidement au profit de l'OTAN. C'est en 1954, avec le refus de l'Assemblée nationale de la France de ratifier le traité de la Communauté européenne de défense (CED), que le déclin de l'UEO s'est accéléré. Le destin de la défense européenne sera à partir de ce moment-là intimement lié à son attachement à l'arsenal de défense américain.

En fait, de 1973 à 1984, l'union connut ses heures les plus sombres et avec un secrétariat largement émacié et des compétences largement réduites, elle devait son existence beau-